

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 99

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2737 - Prix : 1€

## Éditorial

**Vaccination : le gâchis de la concurrence et de la propriété privée**

**L'extrême droite au Capitole, un avertissement pour tous les travailleurs**

*Page 5*

**Plus bêtes qu'anges d'un côté et démons nationalistes de l'autre**

*Page 6*

**4 février : pour une lutte commune de tous les travailleurs**

*Page 9*

**EDF Réunion : quand la direction met ses ouvriers sous tension**

*Page 10*

## Mozambique

**Total profite, la population souffre**

*Page 12*

# Les difficultés de la vaccination

# Concurrence, loi du profit et propriété privée contre la santé

Wikimedia Commons

## Vaccination : le gâchis de la concurrence et de la propriété privée

Depuis le 18, le gouvernement appelle les plus de 75 ans, soit six millions de personnes, à se faire vacciner. Mais elles devront s'armer de patience, car le gouvernement n'est pas plus à la hauteur qu'il ne l'a été sur les masques, les tests ou le traçage.

L'impréparation logistique règne. Des doses dorment dans les congélateurs quand les centres de vaccination sont sous-utilisés. Les plateformes de prise de rendez-vous sont saturées. Les aiguilles adéquates n'ont pas toujours été commandées...

Autre problème, plus grave : cela coince au niveau de la production. Ne pouvant pas respecter la cadence promise, le laboratoire Pfizer vient même d'annoncer du retard dans ses livraisons. Une semaine, a-t-il tenté de rassurer. Les labos se sont empressés de prendre les commandes et d'encaisser l'argent, mais pour construire des lignes de production et embaucher, ils sont nettement moins rapides et efficaces !

Et pourquoi se presseraient-ils quand le rationnement fait monter les enchères et leur permet de négocier plus cher les prochaines commandes ? Après la guerre des masques, une guerre des vaccins, avec une surenchère des États ne serait certainement pas pour leur déplaire.

L'obstacle auquel se heurte désormais la campagne de vaccination est celui de la concurrence et de la propriété privée. Pfizer et Moderna, les seuls à avoir un vaccin homologué en Europe, n'ont pas les capacités de production suffisantes. De leur côté, Sanofi, Merck ou GSK possèdent ces moyens de production, mais ils n'ont pas encore leur propre vaccin.

Le bon sens et l'intérêt collectif voudraient que ces laboratoires travaillent ensemble et qu'ils mettent en commun brevets et moyens de production pour produire au plus vite et massivement les vaccins susceptibles de sauver des vies. Mais, concurrence et profit obligent, Pfizer et Moderna veulent garder le contrôle de la poule aux œufs d'or ; quant à Sanofi, il ne fera que ce que lui dictent ses profits et, pour l'heure, il continue de chercher à mettre au point son propre vaccin.

Les scientifiques ont mené une véritable course contre la montre et ils ont réalisé, en dix mois, ce qui prend habituellement plusieurs années. Maintenant, un temps précieux va être perdu à cause des calculs de rentabilité des uns et des autres. La propriété privée, la loi du profit et la concurrence sont les causes de ce gâchis.

En mai dernier, Macron déclarait : « Il est nécessaire que ce vaccin soit un bien public mondial, extrait des lois du marché ». C'était de belles paroles... en l'air ! On vérifie, une fois de plus que ce sont les groupes capitalistes, leurs actionnaires, qui détiennent le véritable pouvoir.

Les États ont leurs plans de vaccination, mais les multinationales pharmaceutiques ont le dernier mot en fixant leurs prix, leurs délais et leurs volumes. Les gouvernements leur demanderont poliment d'accélérer les cadences, mais en bons défenseurs de la propriété privée, ils s'inclineront devant les choix des labos.

Les labos pharmaceutiques imposent leur diktat en vertu de la sacro-sainte propriété privée. Mais d'où viennent ces capitaux privés sinon de l'exploitation des travailleurs ? Et combien de ces capitaux proviennent du pillage de l'argent public ?

Le domaine de la santé est un de ceux que les États subventionnent le plus. Combien les gouvernements ont-ils dépensé pour aider la recherche sur le vaccin ? Combien ont-ils avancé pour qu'ils soient développés ? Combien de subventions les usines de production encaisseront-elles ? On n'arrive même pas à le savoir parce que toutes ces informations sont tenues secrètes.

Ce qui est exclusivement privé, ce sont les profits et les dividendes. Et cette crise sanitaire est le jackpot pour les labos. On le voit aussi avec les tests PCR : ils sont facturés 50 € en Allemagne, 30 à 40 € en Espagne... et 73,59 € en France. Pourquoi ces différences ? Quel est leur coût de production ? Une chose est sûre : l'Assurance maladie a déjà déboursé plus de deux milliards, et la facture nous sera présentée, au plus grand bonheur des labos.

L'opacité des contrats et des prix, la rapacité des trusts pharmaceutiques, les difficultés de production et de livraison illustrent les tares du capitalisme. Il n'y aura rien de collectif et de constructif dans cette société tant que domineront la propriété privée des grands moyens de production, les lois du marché et la concurrence. Il faut les combattre parce qu'elles représentent un incroyable gâchis. Imposer la suppression des brevets et du secret commercial, imposer le contrôle ouvrier sur la production, et l'expropriation des grands groupes capitalistes, c'est une nécessité pour tous !

## Covid-19 : le nécessaire contrôle des travailleurs

Plusieurs médecins et scientifiques soulignent l'insuffisance des mesures gouvernementales face à la remontée de l'épidémie et envisagent un confinement strict sur le modèle de celui du printemps dernier. Le gouvernement est contre et veut rassurer le patronat, pour qui le problème n'est pas la situation sanitaire, mais les pertes de production et de profit qu'elle pourrait entraîner.

La situation reste pourtant inquiétante. Les confinements dans les différents pays n'ont pas réussi à enrayer l'épidémie. Les nouveaux variants anglais et sud-africain se répandent et les indicateurs officiels restent à un niveau élevé et semblent même remonter.

Des voix se font entendre maintenant pour dénoncer l'attentisme du

gouvernement. Le médecin généticien Axel Kahn, par exemple, considère qu'il faut frapper « *plus tôt, plus court, plus fort* » contre le virus et qu'un troisième confinement dur est assez vraisemblable. Le gouvernement, en ne prenant aucune mesure significative, parie que ce ne sera pas le cas, tout comme en mars, lorsque l'épidémie flambait en Italie et que son seul espoir était qu'elle s'arrête à la frontière.

La lutte contre l'extension de l'épidémie n'est certes pas simple, surtout de la part de gouvernements qui ont, par leur politique, privé la santé publique de nombreux moyens. Mais elle est d'autant moins efficace que leur véritable souci est de continuer à faire fonctionner l'économie sans rien imposer au patronat.

Le problème actuel ne se résume pas à la question de confiner ou non. Les confinements du printemps comme de l'automne, pour préserver les intérêts patronaux, ont pesé avant tout sur les travailleurs. Préserver vraiment la santé de la population nécessiterait un contrôle par les travailleurs eux-mêmes sur ce qui se passe dans les entreprises, les quartiers et les écoles, afin de limiter au maximum les risques de contagion. S'en remettre au gouvernement de la bourgeoisie pour protéger la population de l'épidémie, c'est demander du lait à un bouc.

## Tout ou presque pour les pays riches

Depuis le lancement des campagnes de vaccination dans le monde, on assiste à une course effrénée. Actuellement près de 7 milliards de doses de vaccins ont été précommandés et 3 autres milliards sont en voie de l'être.

Mais, dans leur très grande majorité, ces vaccins sont destinés aux populations des pays les plus riches, les USA, l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Canada et le Japon ayant à eux seuls signé des accords pour près de 4 milliards de doses. D'autres grands pays comme l'Inde, le Brésil ou encore l'Indonésie ont eu les moyens de précommander quelque 2,4 milliards de doses. Pour les pays les plus pauvres de la planète il ne reste donc que des miettes...

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a donc demandé aux pays riches de cesser de passer des accords directs avec les laboratoires pharmaceutiques, afin d'empêcher la hausse des prix et de permettre aux

pays les plus pauvres de disposer de vaccins. Elle propose de financer l'achat d'un milliard de doses pour vacciner gratuitement une partie de la population des 92 pays les plus pauvres, qui regroupent la moitié de la population mondiale. Mais pour financer ce fonds il manque 3,8

milliards d'euros.

Entre les pays impérialistes riches et les pays pauvres, le choix des laboratoires ira bien sûr d'abord vers ceux qui payent rubis sur l'ongle. Le virus tue, mais le capitalisme plus encore !

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT  
SAMEDI 23 JANVIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 29 JANVIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 31 JANVIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE  
SAMEDI 6 FÉVRIER de 8H30 à 10H00**

## Pfizer, BioNTech, Moderna... Pour quand notre dose ?

À peine la campagne de vaccination commencée, la directrice de l'ARS, Martine Ladoucette, s'est empressé de déclarer que « les quantités de vaccins à notre disposition ne sont pas infinies » et que les Réunionnais devraient se saisir de « *cette opportunité au moment où elle se présente !* »

Les déclarations de Ladoucette viennent au secours du laboratoire Pfizer, fabricant du dit vaccin qui a annoncé un ralentissement des livraisons en Europe.

Les doses de vaccin viendraient-elles donc à manquer, du moins dans

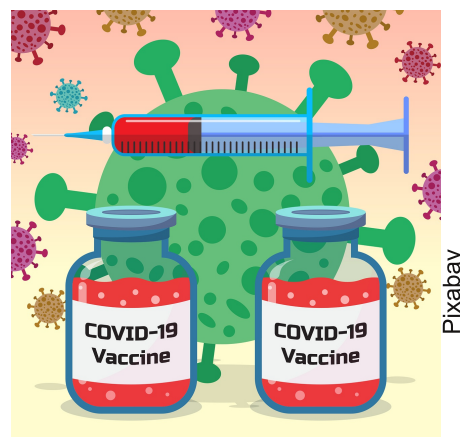
des délais raisonnables ?

Déjà mal engagée, la campagne de vaccination du gouvernement commence à tousoter.

Elle nous montre combien la santé, la vie des personnes sont dépendantes du bon vouloir et surtout des intérêts des grands groupes pharmaceutiques qui n'hésitent pas à faire monter les enchères pour rafler des bénéfices toujours plus gros sur le dos des classes populaires.

La fabrication de vaccins, indispensables dans la lutte contre le coronavirus, ne devrait pas être l'exclusivité des trusts capitalistes et des laboratoires privés. Ils brevettent le

fruit de leurs recherches, faites en partie avec de l'argent public, pour en faire leur poule aux œufs d'or !



Pixabay

## Passer de la méfiance au contrôle

Sans être par principe contre la vaccination, de nombreux travailleurs n'envisagent pas de se faire vacciner, ou alors avec beaucoup de réticences.

Cette méfiance est alimentée par les multiples scandales qui ont concerné les industriels, ceux de la santé en particulier, et qui montrent comment ils soignent en premier lieu leurs profits, même si les utilisateurs ou consommateurs en paieront parfois les conséquences au prix de leur vie. La rapidité avec laquelle le vaccin a été mis au point alors que, face à de nombreuses maladies, les laboratoires ne trouvent pas de traitement, alimente les doutes.

De fait, les capacités techniques et

scientifiques existent dès lors que la décision est prise de concentrer les recherches sur une maladie particulière. Et si les laboratoires y ont mis les moyens, souvent avec l'aide des États, c'est aussi parce que le Covid-19 frappe les populations de pays riches.

Mais il y a de quoi alimenter une méfiance, qui peut s'exercer d'ailleurs contre l'ensemble des activités des grandes entreprises, quels que soient les produits qu'elles fabriquent. Cette méfiance ne doit pas pour autant conduire à refuser tout ce qui vient d'elles et qui comporte aussi bien des progrès.

En revanche il faut imposer au

monde des affaires, aux industriels, que chacun puisse dévoiler ce qui se passe dans son entreprise, en lien avec l'ensemble des travailleurs, de la conception à la production et à la distribution. Le monde du travail dans toute sa diversité a les compétences pour contrôler la production.

Le secret industriel et commercial permet à chaque capitaliste de se livrer à des malversations à l'abri des regards. Les travailleurs, en imposant collectivement leur contrôle sur la production, doivent mettre fin à ce secret.

## Philipot, « un patriote » au service de la classe bourgeoise

Florian Philipot, le président des Patriotes, un parti d'extrême droite était à La Réunion du 11 au 15 janvier.

L'ex bras droit de Le Pen est venu faire de la propagande pour son mouvement en vue des élections régionales de juin et des présidentielles de l'an prochain et faire la promotion de son livre sur le Covid-19.

Philipot a quitté le Front national pour être en concurrence avec Marine Le Pen, sur les mêmes idées réactionnaires.

Ainsi, Philipot s'en prend à l'Europe qu'il accuse d'accaparer en grande partie l'argent des Français. Le chômage, la précarité, la vie chère, la crise sanitaire de la Covid seraient dû à la politique des dirigeants, au gouvernement qui obéiraient la main sur la couture du pantalon à l'Europe.

Philipot agite l'épouvantail de l'Europe, de l'Otan, etc. pour ne pas désigner les vrais responsables que sont les capitalistes qui exploitent les travailleurs à outrance, qui licencient

et créent la misère.

Philipot veut rafler des voix au Rassemblement National avec le même discours nationaliste et anti-immigrés visant à diviser le monde du travail.

La politique de Philipot et de Le Pen est issue de la même souche d'un virus mortel pour les classes populaires.

Le seul moyen pour les travailleurs de s'en prémunir c'est de se doter du vaccin de la lutte de classes !

## L'extrême droite au Capitole, un avertissement pour tous les travailleurs

Les images des activistes d'extrême droite, envahissant le Capitole à Washington, ont stupéfié le monde entier. Voir un président sortant refuser sa défaite électorale et appeler ses partisans à marcher sur « l'Assemblée du peuple » était, jusque-là, le triste privilège des dictatures de pays pauvres. Cette fois, cela s'est produit dans la première puissance impérialiste mondiale.

Alors oui, cela doit faire réfléchir, et d'autant plus que le mal qui ronge les États-Unis existe aussi ici : la montée des courants identitaires d'extrême droite, racistes et xénophobes, dangereux pour le monde du travail.

Aux États-Unis, comme partout, les fermetures d'entreprises, le chômage et la misère se sont aggravés depuis la crise financière de 2008. La peur du déclassement, la haine vis-à-vis de l'élite au pouvoir, le repli national, identitaire et religieux conduisant à l'invention de boucs émissaires, se sont renforcés. Ce sont ces sentiments que Trump a su ex-

ploiter pour se faire élire et augmenter le nombre de ses électeurs après quatre ans au pouvoir. En l'absence de réactions et de perspectives venant des travailleurs pour changer leur sort, ces sentiments et ces préjugés nourrissent le développement de l'extrême droite.

Mercredi 6 janvier, ceux que l'on a vus à l'œuvre représentaient une minorité. À l'échelle des États-Unis, cela n'a rien d'un raz-de-marée. Mais ce qui est aujourd'hui une comédie peut se transformer rapidement en tragédie parce que, derrière les déguisements et les postures ridicules, il y a des femmes et des hommes convaincus de la supériorité de la race blanche. Il y a des groupes paramilitaires qui ont multiplié les actions violentes, assassinats compris, ces derniers mois.

Parmi les 74 millions d'électeurs de Trump, seule une minorité partage les préjugés réactionnaires et anti-pauvres des nostalgiques de la ségrégation ou du nazisme. Mais des sondages disent qu'un quart des élec-

teurs républicains approuverait l'invasion du Capitole et que deux tiers n'en seraient pas choqués, ce qui constitue un réservoir considérable pour l'extrême droite.

L'action, ou plutôt l'inaction, de la police montre aussi que le ver est dans le fruit. Alors que la police est sur le pied de guerre et a la gâchette facile face aux manifestants noirs ou antiracistes, au Capitole on l'a vue surprise, complaisante, voire complice. Certains assaillants étaient eux-mêmes d'anciens militaires et policiers.

Ce qui s'est passé au Capitole restera peut-être un avertissement sans conséquence. Mais les ingrédients pour le développement d'une extrême droite fascisante sont là. Et ce n'est pas vrai qu'aux États-Unis ! Les travailleurs n'ont pas à sous-estimer le danger et ils ont encore moins à rester spectateurs. Ils doivent se préparer à y faire face, moralement et politiquement, en s'organisant sur la base de leurs intérêts et de leurs perspectives de classe.

### De Washington à Paris : quelle démocratie défendre ?

La classe politique et les journalistes ont unanimement condamné l'attaque de l'extrême droite américaine contre le Capitole de Washington au nom de la « démocratie ». Mais laquelle ? L'histoire tout entière, depuis les luttes de classes de l'Antiquité, est faite de foules de manifestants envahissant les lieux de pouvoir pour contraindre les gouvernants ou pour les renverser. La question est : quels manifestants, contre quel pouvoir, pour quelles revendications, avec quels espoirs ? Quand les esclaves de Spartacus marchaient sur Rome dans l'espoir de renverser le Sénat élu par les citoyens romains, qui étaient les démocrates ? Quand la force d'une grève générale a pu contraindre un gouvernement élu à prendre des mesures contraires à son cœur, comme en 1936 et en 1968 en France, qui étaient les plus démocrates ?

Les excités de Washington sont

sans aucun doute des ennemis des travailleurs, leur racisme revendiqué et leur soutien au milliardaire Trump le montrent suffisamment. Les défenseurs du parlementarisme ne sont pas pour autant des amis des exploités. Car leur démocratie, et pas seulement l'américaine, ne s'applique ni partout, ni toujours, ni à tout le monde. Au mieux, une fraction de la population a le droit, dans un tout petit nombre de pays riches, de donner un avis par voie électorale. Après quoi la classe dominante et son État ont le droit de ne pas en tenir compte. La bourgeoisie des pays impérialistes, celle des États-Unis en tête, gouverne en fait par la force brute, contre les travailleurs, contre les pays dominés, contre ceux qui contestent sa domination. Cette démocratie concerne en fait seulement ceux qui sont du bon côté du manche, les possédants et leur entourage politique, intellectuel et administratif. Pour les travailleurs,

d'autant plus lors des crises, il n'y a que des coups.

Aux États-Unis comme partout, le capital s'en prend de plus en plus férocement aux travailleurs. L'approfondissement de la crise économique accélère ce processus. L'extrême droite fasciste, dont les manifestants de Washington sont les éclaireurs et qui a des équivalents dans tous les pays, pourra servir à contraindre la classe ouvrière à coups de trique. Les travailleurs ne peuvent combattre cette menace qu'en se battant pour leurs intérêts de classe, c'est-à-dire en contestant le pouvoir politique du grand capital, même sous la forme du gouvernement de ses larbins parlementaires. Pour instaurer une véritable démocratie des travailleurs, ceux-ci peuvent aller jusqu'à envahir les lieux de pouvoir, pour leur propre compte !

## Plus bêtes qu'anges d'un côté et démons nationalistes de l'autre

Le maire de Saint-André et sa famille ont été agressés par des « anges » de télé-réalité. Ces personnes, dont la prestation télévisuelle consiste à se laisser filmer toute la journée dans leur intimité, ne supportaient pas que dans la salle du restaurant de Saint-Denis où ils déjeunaient des clients les prennent en photo.

Cet épisode aurait pu n'être que grotesque à la rubrique des faits divers mais il est devenu politique du fait que Bédier y a vu l'agression de créoles réunionnais par des colonisateurs dominants.

Les classes populaires appauvries, méprisées, laissées de côté par un

système économique au service des possédants peuvent être sensibles à un tel discours.

Mais les travailleurs ne doivent pas s'y tromper : les exploités, ceux qui raflent l'argent public et jettent les travailleurs au chômage et dans la précarité sont autant créoles que zoreils, blancs ou noirs, la seule couleur qu'ils vénèrent c'est le profit capitaliste.

En utilisant les frasques de quelques décérébrés, produits de ce système dont ils sont les défenseurs, des responsables politiques unis dans un chœur indigné, cherchent à cacher cette réalité. Ils invoquent la « dé-

fense des Réunionnais » pour mieux désarmer les travailleurs face à leurs véritables oppresseurs.



## Pauvreté et chômage à La Réunion

Insee, patronat et préfecture n'ont cessé, ces dernières années, de nous seriner que, contrairement à la métropole, « La Réunion » était plutôt bon élève sur le plan économique et que chômage et pauvreté reculaient dans l'île. Il a suffi de quelques mois de pandémie de Coronavirus pour que tout ce monde révisé leur diagnostic à la baisse en concédant que le chômage était reparti à la hausse et que la pauvreté demeurait une plaie de la société réunionnaise.

La pandémie a bon dos quand il s'agit d'expliquer une recrudescence du chômage et de la pauvreté. C'est en effet faire l'impasse sur la responsabilité du patronat, de l'État patron sur la situation de l'emploi. Tous les prétextes sont bons pour les pa-

trons pour se séparer de travailleurs plus assez rentables pour eux : trop revendicatifs, trop vieux, trop jeunes, dont les aides arrivent en fin de course (contrats aidés). À cela il faut ajouter la responsabilité de Macron qui a contribué à la suppression de milliers de contrats aidés dans la fonction publique, la suppression de milliers de postes de fonctionnaires. Les plans de licenciements annoncés sous prétexte de baisse d'activité pour cause de Covid 19, étaient en fait depuis de longues années dans les tiroirs.

Les patrons font feu de tout bois quand il s'agit de réduire la masse salariale de leurs entreprises, et quand leur activité reprend, c'est de toute façon avec moins de tra-

vailleurs, des salaires et des conditions de travail revus à la baisse... après avoir empêché les aides publiques.

Alors non aux licenciements, à tous les licenciements quels qu'ils soient, car ce sont eux qui plongent les travailleurs dans la pauvreté.



## Le chômage : exploitation et exclusion renforcées dans les Hauts

D'après les dernières études économiques, ce sont les communes agricoles et plus particulièrement les communes agricoles des Hauts qui sont les plus affectées par le chômage et la misère.

Ainsi plus d'un habitant sur deux à Cilaos (54 %), Sainte-Rose (55 %) et Salazie (59 %) vit sous le seuil de pauvreté et dans ces communes près de la moitié de la population en âge

de travailler est sans emploi, donc sans salaire.

Cette situation l'État n'en a que faire. Il en laisse la gestion aux communes qui se débattent dans des difficultés sans nom pour attirer les « investisseurs », peu intéressés par les populations les plus pauvres et les lieux excentrés où les transports sont rares et les infrastructures sous-dimensionnées.

Cependant, la situation profite à certains employeurs qui profitent de l'absence d'emplois pour imposer leur loi sur les lieux de travail, paient leurs salariés à coup de lance-pierre et parviennent pour certains à accumuler de jolis pactoles (hôtels, commerces, productions agricoles industrielles) !

## Un exemple de ceux qui prêchent l'austérité pour les travailleurs...

Évoquant l'endettement de la France, Jacques De Larosière, ex-dirigeant du Fonds Monétaire International et ex-gouverneur de la Banque de France, a déclaré au Figaro le 11 janvier 2021 : « La seule solution reste la réduction des dépenses de fonctionnement ».

Par cela, il entend appliquer sans tarder la réforme de l'État qui faisait partie des principaux objectifs de la campagne présidentielle de Macron, précisant qu'« Il y aurait au moins 200 000 fonctionnaires de trop en France ».

Autre source d'économies pour ce

monsieur, la réforme des retraites, qui déclare : « La priorité reste de porter l'âge de la retraite à 65 ans ».

Pas question pour lui de mettre les capitalistes à contribution. Certains, dont ceux de la grande distribution, se sont pourtant enrichis comme jamais pendant la crise. Pourtant le gouvernement leur a octroyé des centaines de milliards d'euros sous forme de prise en charge des salaires par le biais du chômage partiel, de baisses d'impôts, d'exonération de cotisations patronales, de prêts garantis par l'État, d'aides à l'investissement et à la recherche.

Pour rappel, le gouverneur de la Banque de France perçoit le modique salaire mensuel de 24 000 euros, sans compter les autres facilités que lui accorde l'État (logement, personnel mis à sa disposition), quand le directeur du FMI émarge à 32 000 euros mensuels.

Voilà en effet un personnage qui fonctionne à l'économie !

## Leur propriété, c'est le vol !

Cbo Territoria, la filiale foncière appartenant à Dechâteauevieux, est propriétaire de 3000 hectares de terrains à La Réunion. Elle en tire de substantiels profits en convertissant ses terrains agricoles en terrains à construire avec la complicité et la bénédiction des maires et des pouvoirs publics.

Mais les profits accumulés en appellent d'autres et la direction de Cbo a d'ores et déjà acquis plusieurs hectares à Mayotte sur lesquels elle a fait construire en 2018 un premier centre

commercial de quelques 13 600 m<sup>2</sup> à Kaweni. Elle s'apprête à en construire un deuxième sur la commune de Tsingoni. Un emplacement idéal pour ses promoteurs qui expliquent qu'« il bénéficie d'une position stratégique centrale sur l'île, particulièrement bien desservi par les axes routiers ».

Ainsi donc dans le département le plus pauvre de France, là où l'État investit au compte-gouttes dans les domaines qui seraient indispensables à la population : la résorption de l'habitat insalubre, l'adduction d'eau po-

table, l'éducation scolaire ou les hôpitaux, les capitalistes investissent des centaines de millions dans la grande distribution, alors que 80 % de la population mahoraise vit en dessous du seuil de pauvreté !

Le capitalisme : un système aberrant qui ne répond pas aux besoins de l'humanité et que seuls les travailleurs sont en mesure de remplacer par une organisation sociale conséquente.

## Prêts garantis par l'État : les actionnaires ravis de la nouvelle année

Pour permettre aux entreprises de passer la crise sans trop d'encombres, le gouvernement garantit avec le PGE les prêts qu'elles contractent auprès des banques.

Évidemment c'est aux plus grandes entreprises que l'on prête le plus. Les banques n'ont pas pris de risque en accordant un total de 130 milliards d'euros de tels prêts l'an dernier, car c'est avec l'argent public qu'elles seront remboursées si les entreprises font défaut.

La seule condition que le gouvernement a mise à ces prêts est que les entreprises n'utilisent pas cet argent frais dans l'année pour payer des dividendes à leurs actionnaires ou ra-

cheter leurs propres actions, ce qui revient au même. Or, pour un prêt accordé en 2020, cette condition a pris fin au 31 décembre.

C'est ainsi que Fnac Darty (700 millions de PGE), CMA CGM (1 milliard), Renault (5 milliards) ou Air France (4 milliards) pourront en 2021 soigner leurs actionnaires en toute légalité. De même que les Galeries Lafayette, qui ont obtenu 300 millions le 23 décembre et qui suppriment des emplois, ou le groupe Lagardère (héritier du marchand d'armes Matra) qui a obtenu 465 millions d'euros le 31 décembre...

Quand le gouvernement parle de sortie de crise, il a sûrement en tête

les comptes en banque des gros actionnaires.



## Twitter, Facebook, Gafa... : les chiens de garde 2.0 et les roquets 5G

La fermeture des comptes Twitter, Facebook et d'autres réseaux sociaux de Donald Trump a provoqué dans le monde entier des réactions aussi indignées qu'hypocrites. En fermant le compte de Trump, Twitter a cloué le bec du président encore en titre de la première puissance mondiale, usager frénétique de ce média sur lequel il était suivi par 89 millions de personnes. Jack Dorsey, patron de Twitter ou Mark Zuckerberg, celui de Facebook, font bien sûr des calculs. Eux qui n'ont jamais censuré Trump durant son mandat, jouent maintenant les vertueux. Ils donnent ainsi des gages aux démocrates qui reviennent au pouvoir avec des projets de loi visant à engager la res-

ponsabilité des sites hébergeurs pour les contenus publiés sur leurs plateformes et à contrôler un peu plus les Gafa.

Google, Facebook et autres Gafa ont effectivement un pouvoir considérable qui provient de leur taille et de leur puissance financière. Ils sont dénoncés par les politiciens d'Europe, les mêmes qui multiplient les lois sécuritaires, voudraient que les États gardent le monopole de la censure !

Bien avant l'invention d'Internet et des réseaux sociaux, tant avec les journaux papier qu'avec la radio et la télévision, les puissances d'argent, les grands patrons et les riches bourgeois se sont toujours donné les

moyens de contrôler les médias. Par l'orientation de leurs reportages, la sélection de leurs journalistes, les colonnies contre des travailleurs en lutte, ces patrons de presse cherchent « à diffuser des idées saines » comme le déclarait sans rire en 2004 feu Serge Dassault, alors patron du Figaro, licenciant un humoriste gênant ou donnant une tribune à Éric Zemmour et ses propos xénophobes et racistes.

La liberté d'expression et celle des médias ne peuvent être que très relatives dans une société dominée par le pouvoir de l'argent où certains peuvent acheter des chaînes de télévision ou des réseaux sociaux quand d'autres peinent à payer leur abonnement Internet.

## Climat : gesticulations gouvernementales

En organisant la quatrième édition du One planet summit, Macron s'est mis en scène en sauveur d'une planète en danger de réchauffement climatique. De cette réunion virtuelle de dirigeants politiques et de banquiers internationaux organisée le 11 janvier, il n'est presque rien sorti de concret. Ces sommets servent de tribune pour parler d'urgence climatique, pendant qu'on repousse à un avenir incertain toute mesure qui contraindrait les capitalistes à rogner sur leurs profits pour tenir compte de l'environnement.

En France, il en va de même avec la loi Climat actuellement en discussion au sein du gouvernement et qui devrait être présentée officiellement en Conseil des ministres en février. Elle est censée mettre en œuvre les mesures préconisées par les 150 citoyens tirés au sort lors de la convention Climat. Mais, à la lecture des articles déjà rendus publics, les propositions de cette convention ne seront traduites dans la loi qu'après avoir été pour la plupart édulcorées, minimisées et rendues inopérantes.

Ainsi la publicité pour des marchandises polluantes, comme certaines grosses voitures sur la vente des-



quelles les constructeurs automobiles réalisent d'importantes marges, ne sera pas interdite. Tout juste demandera-t-on aux publicitaires et aux médias de s'engager à suivre un code de bonne conduite qui pèsera peu face aux 15 milliards d'euros annuels du marché publicitaire.

La notion d'écocide, c'est-à-dire de délit de destruction de l'écosystème, sera probablement présente dans la loi. Cela a été présenté comme une grande avancée par Barbara Pompili, la ministre de la Transition écologique. Or les représentants du patronat sont à l'œuvre dans les couloirs ministériels

pour éviter d'être ainsi menacés de lourdes condamnations. Ils agitent le traditionnel chantage à l'emploi, en assurant qu'une hypothétique réindustrialisation du pays serait entravée par une loi trop stricte, et font valoir qu'en cas de pollution industrielle ils préfèrent le dialogue avec un préfet à un affrontement avec un juge.

Les intentions de lutte pour l'environnement du gouvernement Macron, sur lesquelles il fait grand bruit, sont ainsi en train de se réduire, comme d'habitude, à pratiquement rien.



La confédération CGT, à laquelle se sont ralliés la FSU et Solidaires, a lancé un appel à une journée nationale de grève et de manifestation le jeudi 4 février, s'adressant aux salariés de toutes les corporations, du privé comme du public, autour du thème central : « Le droit au travail, un droit universel pour toutes et pour tous. »

La CGT tient à lier les salaires, le temps de travail, le manque de personnel dans les services publics, à cet appel central revendicatif, et dénonce les milliards offerts au patronat qui licencie. Cet appel vient après un long moment de silence et des prises de positions sous forme de conseils au patronat sur la défense de l'industrie. Alors tant mieux s'il contribue à remettre les problèmes

sur le seul terrain où les travailleurs peuvent trouver une issue : celui d'une lutte commune de toute la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts propres et vitaux.

Face à l'offensive capitaliste en cours et qui va se développer, assurer un emploi à tous, dans des conditions acceptables, est le problème central du monde du travail. Pour faire face à la menace du chômage, pour garantir un emploi à chacun, la répartition du travail entre tous sans perte de salaire doit devenir l'objectif de tous. Il faut aussi imposer la revalorisation massive des salaires et des pensions en garantissant leur pouvoir d'achat par leur revalorisation automatique en fonction de la hausse réelle des prix, sous le contrôle des travailleurs. Les travailleurs

doivent d'ailleurs imposer à tous les niveaux ce contrôle sur l'économie, pour savoir ce qui se manigance contre eux. Il faut aussi imposer l'embauche massive dans les services publics utiles et vitaux pour la population.

Ces objectifs doivent devenir ceux de toute la classe ouvrière. Le monde du travail peut imposer la garantie d'une vie digne pour tous, à condition qu'il se retrouve autour de ses objectifs fondamentaux et qu'il prenne conscience de sa force.

Les travailleurs doivent s'emparer de l'occasion offerte par cette journée du 4 février. Elle peut être l'occasion de montrer leur force et de se retrouver autour de leurs revendications communes.



### LE PORT

## Les travailleurs de la mairie du Port visés par le rapport de la Cour des Comptes

La Cour des Comptes vient de rendre son rapport sur la gestion de commune du Port. Elle y pointe « des primes et des avantages divers lors des départs à la retraite, trois points d'irrégularité concernant les acquis sociaux », par exemple, a déclaré le maire PLR de cette commune, Olivier Hoarau « *ainsi qu'un patrimoine communal exceptionnellement dense, 28 % du territoire communal appartenant à la commune* ».

Ce que les responsables de la Cour des Comptes considèrent comme des « anomalies » ne sont ni plus ni moins que des avantages obtenus par la lutte des employés com-

munaux de cette commune gérée pendant des décennies par le PCR. L'on voit à quels types d'intérêts ces bureaucrates veulent s'en prendre, à ceux des travailleurs. Ce qui les irrite, c'est de voir aussi que la commune ait toujours la main sur le foncier ce qui est une entrave à la main-mise des spéculateurs fonciers sur les terrains constructibles.

Face à ces attaques à peine voilées du pouvoir capitaliste, Olivier Hoarau a opposé sa bonne gestion. Il s'est déclaré prêt à oeuvrer au désendettement de la commune et à « *maîtriser la masse salariale* ».

Les employés communaux, eux,

comme par le passé, ne pourront compter que sur eux-mêmes, leur combativité et leur solidarité pour repousser les futures attaques de tous ces requins et de ceux qui sont prêts à s'en rendre complices !



## EDF RÉUNION

### Quand la direction met ses ouvriers sous tension

Au centre EDF Île de La Réunion, la direction a fait voter lors d'un dernier CSE une dérogation lui permettant de porter la journée de travail à 12 heures pour les équipes techniques en astreinte.

Non contente de cela, elle est revenue à la charge dans cet organisme pour obtenir l'aval des organisations syndicales afin de pouvoir faire travailler les techniciens au-delà des 12 heures quotidiennes, ce qui est formellement interdit pas la loi (article L3121-19 du Code du Travail).

La direction d'EDF-Réunion a dé-

jà montré dans le passé qu'elle n'hésitait pas à s'affranchir de la loi et à passer en force (Emplois Jeunes – amiante, etc.).

Elle voudrait pouvoir faire sa propre loi au sein de ses établissements. Peu lui importe que des agents, épuisés par des périodes de travail insensées, risquent l'accident et de mettre leur sécurité, voire leur vie en danger.

Les élus de CGT ont voté contre cette prétention. Les autres syndicats se sont abstenus... dans le meilleur des cas !

Les travailleurs d'EDF ont tout intérêt à se tenir prêts à riposter contre ce nouveau coup de force de leur direction.



### Entreprises de nettoyage – l'exploitation sans limites

EDF, comme nombre de grandes entreprises, fait nettoyer ses locaux par des entreprises sous-traitantes avec lesquelles elle passe des marchés. Et bien sûr, à l'occasion de la renégociation de ces marchés, celui qui l'emporte est le « plus offrant », donc le moins cher.

À force de tirer sur les prix, c'est sur les salaires, minables, tous au Smic et à temps partiel, que ces exploitants font travailler les femmes qui s'échinent à rendre propres bureaux et toilettes du centre.

Les patrons de ces officines, pour

ménager leurs marges, ont trouvé aussi un autre moyen de rentabiliser le travail de leurs salariées : en réduisant leur temps de travail. Mêmes charges de travail, mais à faire en de moins en moins de temps. Ignoble !

À bas l'esclavage salarié !

## CORSAIR

### Licenciements chez Corsair : ne jamais faire confiance à son patron !



Début décembre, le gouvernement annonçait que Corsair allait bénéficier comme Air France d'un plan

d'aide globale. Celui-ci s'élève à quelques 300 millions d'euros, dont 141 millions d'aides de l'État (prêt direct, prêt participatif, exonérations de charges).

À cette annonce, Pascal Izaguirre, son PDG, a déclaré : « *Il faut se réjouir que l'État, par souci de préserver les emplois, de préserver le niveau de concurrence, notamment sur les Outre-Mer, ait pris cette décision.* »

Fin décembre, la direction de Corsair annonçait sa volonté d'utiliser « la rupture conventionnelle collective », le nouveau dispositif mis à la disposition des patrons par Macron

pour pouvoir licencier des charrettes de salariés sans risquer de se retrouver devant les prud'hommes pour licenciements abusifs. Début janvier, elle annonçait sa décision de licencier 10 % des effectifs de la compagnie, soit 112 salariés sur 1000.

Les aides que l'État accorde aux patrons ne protègent en aucun cas les salariés des mauvais coups de leurs employeurs. Seule la mobilisation des travailleurs peut leur permettre de sauver leurs emplois et leurs salaires !

## GUADELOUPE

### Mort lors d'un contrôle, qui sont les responsables ?



Le 21 novembre à 14 heures, Claude Jean-Pierre, dit Klodo, un habitant de Deshaies en Guadeloupe, âgé de 67 ans, subissait un contrôle de gendarmerie. Suite à cela, il aurait fait un malaise et a été conduit par le Samu au CHU. Là, des examens ont révélé qu'il portait des hématomes au visage et était atteint d'une double fracture des cervicales.

Quelques jours après, Claude est

décédé. Les caméras de la ville ont filmé l'interpellation. Pour l'instant les vidéos ne sont pas publiées mais la famille et ses avocats les réclament. Une enquête pour homicide involontaire a semble-t-il été ouverte, mais depuis lors, la famille n'a pu obtenir aucune information sur les éléments du dossier. Elle a demandé le soutien d'organisations syndicales et politiques. Un collectif contre les violences des gendarmes a été constitué, qui a tenu une conférence de presse et appelé à une manifestation pour réclamer la vérité sur les circonstances de la mort, mais aussi pour dénoncer les violences policières en général.

Dimanche 10 janvier, une manifestation était organisée à Deshaies par la famille de Klodo, ses soutiens et des membres de 16 organisations,

dont Combat ouvrier et le journal Rebelle !, le Parti Communiste guadeloupéen, des organisations syndicales : la CGTG et l'UGTG et des organisations nationalistes et anticolonialistes. Environ 400 personnes se sont regroupées devant la mairie, puis se sont rendues sur le lieu du contrôle des gendarmes et enfin devant la gendarmerie.

Les blessures ont-elles été infligées par les gendarmes lors de l'interpellation ? La vidéo des caméras de surveillance de la commune pourrait le révéler, mais pour l'instant elle reste secrète. De la part de la mairie, de la préfecture et de la police, c'est le silence. La famille et ses soutiens ont décidé de maintenir leur mobilisation jusqu'à obtenir des informations précises.

## AUSTRALIE

### Les réfugiés emprisonnés se révoltent

Dans la nuit du 5 au 6 janvier, les 220 migrants détenus dans le centre australien de rétention de l'île de Christmas – surnommée l'île de la détention, perdue dans l'Océan Indien - se sont révoltés contre leurs conditions de vie. Après que les autorités leur aient interdit de manifester, plusieurs d'entre eux, désespérés, ont mis le feu à plusieurs bâtiments.

Depuis sept ans, l'Australie, l'un des pays les plus riches du monde, refuse l'asile à tous ceux qui y arrivent en bateau. Par démagogie nationaliste, les différents gouvernements ont choisi de les maintenir en détention, dans les conditions les plus difficiles et les plus inhumaines jusqu'à ce qu'ils craquent et quittent le pays. Dans l'île de Christmas, ils sont confinés jusqu'à 22h par jour dans leur cellule,

sans réseau de téléphonie permettant de contacter leurs familles, sans internet. Leur détention est sans fin. L'île de la détention n'est pas un cas isolé mais une politique. D'autres réfugiés, afghans, syriens ou irakiens, sont parqués dans des hôtels des grandes villes d'Australie, surveillés en permanence avec interdiction d'en sortir. L'Australie a même sous-traité l'emprisonnement de milliers de réfugiés sur l'île de Manus en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et à Nauru dans le Pacifique.

D'autres États créent des camps de concentration. Au Bangladesh, les autorités ont récemment accéléré le transfert de dizaines de milliers de Rohingya sur une île de formation récente menacée en permanence d'être inondée. Au Myanmar voisin, la détention et la persécution de di-

zaines de milliers de Rohingya dans des camps sordides continuent. Mais la maltraitance des réfugiés n'est pas une particularité des pays pauvres et asiatiques. Les gouvernements des pays riches et prétendument démocratiques d'Europe ont aussi leurs camps. Et eux aussi sous-traitent la détention des réfugiés à des pays tels que la Libye, la Tunisie et la Turquie.

Sans même parler du réchauffement climatique, la crise du capitalisme, la misère croissante et les guerres récurrentes poussent inévitablement des millions d'hommes et de femmes sur les routes. Dresser des barbelés pour les empêcher de passer et les parquer dans des camps n'est pas nouveau dans l'histoire. C'est toujours aussi inhumain et criminel, le fruit pourri d'une société barbare.

## Total profite, la population souffre

Total a annoncé qu'il allait retirer une partie de son personnel du site de Cabo Delgado au Mozambique, à cause de l'insécurité. Le groupe pétrolier y est engagé dans un immense projet de gaz liquéfié où il a prévu d'investir 20 milliards de dollars. Mais les attaques de groupes djihadistes ne cessent de se rapprocher de ses installations.

Depuis 2010, la découverte de gigantesques champs gaziers en mer a attiré dans la région les principales compagnies pétrolières mondiales. Total, ExxonMobil, ENI se partagent l'essentiel du gâteau, financés par le gratin des banques mondiales. Les réserves sont estimées à 5 000 milliards de mètres cubes, du même niveau que celles du Nigeria, où se trouvaient jusqu'à maintenant les principaux gisements d'Afrique.

Rien dans ce pactole ne profitera à la population du Mozambique. Le gaz extrait en mer, après avoir été liquéfié dans une usine sur la côte, sera exporté en Europe ou en Asie. Des contrats pour la construction de 19 méthaniers géants viennent d'être signés à cet effet avec les armateurs japonais ou grecs. Il en sera du Mozambique comme du Nigeria qui, bien qu'étant le premier producteur

de pétrole d'Afrique, doit importer la quasi-totalité de celui qu'il consomme, faute de raffineries dignes de ce nom.

Les revenus fiscaux générés par les sommes que les compagnies pétrolières voudront bien déclarer iront dans la poche des dirigeants du pays et ne serviront certainement pas, contrairement aux déclarations hypocrites du FMI, à « réduire drastiquement la pauvreté ». Le Mozambique est l'un des 25 pays les plus corrompus du monde. Les compagnies pétrolières arrosent généreusement l'élite gouvernementale pour arracher un champ de production en mer, un emplacement sur terre ou la protection de l'armée.

La population pour sa part a déjà pu mesurer les maux qu'allait lui apporter l'arrivée des compagnies pétrolières. De nombreux paysans et pêcheurs ont été expulsés de leurs villages pour faire place aux nouvelles installations. Des groupes djihadistes, alimentés en recrues par toutes ces frustrations, ont pris de plus en plus d'ampleur. Ils attaquent les installations et le personnel des compagnies pétrolières, et persécutent les villageois. Celles-ci entretiennent pour se protéger de vé-

ritables petites armées : hommes des entreprises françaises dites de sécurité, mercenaires sud-africains ou russes du groupe Wagner. Les villageois, eux, n'ont aucune protection et tentent de survivre entre les exactions des djihadistes et celles de l'armée mozambicaine. Le conflit a déjà fait 4 500 victimes, et 250 000 déplacés ont dû quitter leur foyer.

Avec le capitalisme, la découverte de richesses dans un pays pauvre est un pactole pour les trusts et les élites dirigeantes, mais une calamité pour la population.



Distribution daide alimentaire dans un village du Cabo Delgado en août 2020

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
Commission paritaire n°  
1019C85576

Directeur de publication : Didier  
Lombard

Tirage : 100 exemplaires  
ISSN : 2552-7282